

PLÉRIN

Jean-Claude **BALANANT**
Hubert **CHARBONNEAU**
Agnès **IMBERT**
Experts-comptables associés et
Commissaires aux comptes
Marina **PASSAIS**
Expert-comptable associée

GCSMS APAJH 22-29-35
84, rue de la République-Cesson
22000 SAINT BRIEUC

-
- 1°) - RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS - EXERCICE CLOS LE 31/12/2024
- 2°) - RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

PLÉRIN

Jean-Claude BALANANT
Hubert CHARBONNEAU
Agnès IMBERT
Experts-comptables associés et
Commissaires aux comptes
Marina PASSAIS
Expert-comptable associée

GCSMS APAJH 22-29-35

84, rue de la République-Cesson

22000 SAINT BRIEUC

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du GCSMS APAJH 22-29-35 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession des commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Nous avons procédé à l'analyse des provisions pour risques et charges ainsi que des comptes de fonds dédiés pour valider leurs réalités et leurs évaluations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données par votre administrateur et dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du GCSMS APAJH 22-29-35 à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le GCSMS APAJH 22-29-35 ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre assemblée générale.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre groupement.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à PLERIN, le 18 juin 2025

COHESIO - SAS PARIS DENIS BALANANT

Représentée par Agnès IMBERT

 **COHESIO**
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Avenue du Chalutier L. Forban
BP 419 - 22194 PLERIN Cedex
Tél 02 96 58 62 10 Fax 02 96 58 62 15
SAS PARIS DENIS BALANANT
www.cohesio.net

ANNEXE « Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes »

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF
ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro
Dossier : GCSMS APAJH22-29-35

ACTIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024			Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	9 934	9 934		
Concessions, brevets, licences, marques, ...	110 497	90 791	19 706	27 955
Avances et acomptes	4 175		4 175	
Immobilisations corporelles				
Terrains	641 564	16 408	625 156	609 877
Constructions	10 613 207	2 164 772	8 448 435	8 966 632
Installations techniques, matériels et outillage	4 215 461	2 197 739	2 017 722	1 873 972
Immobilisations corporelles en cours	4 986 624		4 986 624	3 049 476
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	23 348		23 348	22 936
Prêts	401 212		401 212	356 787
Autres immobilisations financières	26 253		26 253	16 576
ACTIF IMMOBILISE - Total I	21 032 274	4 479 644	16 552 631	14 924 212
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	159 761		159 761	153 273
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	835 545	21 539	814 006	675 327
Autres créances	4 422 007		4 422 007	3 663 850
Valeurs mobilières de placement	3 850 000		3 850 000	
Disponibilités	4 048 105		4 048 105	9 687 359
Charges constatées d'avance	116 760		116 760	74 789
ACTIF CIRCULANT - Total II	13 432 178	21 539	13 410 639	14 254 598
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	34 464 452	4 501 182	29 963 270	29 178 809

BILAN PASSIF
ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro
Dossier : GCSMS APAJH22-29-35

PASSIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise	300	300
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	900 689	900 689
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	4 161	4 161
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	4 688 069	4 922 057
dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales	4 688 069	4 922 057
Report à nouveau	-1 607 808	-1 354 983
dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales	-311 432	-150 281
Excédent ou déficit de l'exercice	97 051	-486 814
dont activités sociales et médico-sociales		
Situation nette (sous total)	4 082 462	3 985 411
Subventions d'investissement	1 539 303	1 595 112
Provisions réglementées	844 699	708 667
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	6 466 464	6 289 189
FONDS REPORTEES ET DEDIEES		
Fonds dédiés	4 432 431	3 940 589
FONDS REPORTEES ET DEDIEES - Total II	4 432 431	3 940 589
PROVISIONS		
Provisions pour risques	270 383	150 930
Provisions pour charges	1 375 397	1 495 251
PROVISIONS - Total III	1 645 780	1 646 181
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	11 822 692	12 331 640
Emprunts et dettes financières diverses	2 950 373	2 178 894
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	322 706	571 888
Dettes fiscales et sociales	1 879 131	1 756 721
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		21 794
Autres dettes	74 884	74 564
Produits constatés d'avance	368 808	367 349
DETTES - Total IV	17 418 594	17 302 849
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V + VI)	29 963 270	29 178 809

COMPTE DE RESULTAT
ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro

Dossier : GCSMS APAJH 22-29-35

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Ventes de prestations de services	1 969 330	1 947 345
Parrainages	85 137	67 582
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	21 266 404	20 910 548
Ressources liées à la générosité du public	1 936 285	1 876 768
Contributions financières	1 341 999	885 353
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transfert de charges	502 544	712 333
Utilisations des fonds dédiés	154 052	241 254
Autres produits	16 884	26 724
Total I	27 272 635	26 667 907
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	6 684 380	6 535 683
Aides financières	90 318	90 000
Impôts, taxes et versements assimilés	1 155 370	1 164 754
Salaires et traitements	11 053 729	11 000 567
Charges sociales	4 596 129	4 648 363
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 085 848	1 027 599
Dotations aux provisions	329 431	304 230
Reports en fonds dédiés	625 997	1 232 214
Autres charges	1 352 151	900 991
Total II	26 973 353	26 904 401
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	299 282	-236 494
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	106 345	214
Total III	106 345	214
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 464	
Intérêts et charges assimilées	293 481	305 337
Total IV	300 945	305 337
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-194 599	-305 123
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	104 683	-541 617
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	20 115	56 175
Sur opérations en capital	140 439	156 916
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	68	
Total V	160 622	213 091
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	4 435	53 909
Sur opérations en capital	27 718	91 541
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	136 101	12 838
Total VI	168 253	158 288
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-7 631	54 803
Total des produits (I+III+V)	27 539 602	26 881 212
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	27 442 551	27 368 026
EXCEDENT OU DEFICIT	97 051	-486 814
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	19 751	22 061
TOTAL	19 751	22 061
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Personnel bénévole	19 751	22 061
TOTAL	19 751	22 061

1 Faits majeurs de l'exercice

1.1 Événements principaux de l'exercice

Nouveau CPOM 2024-2028

Transformation de 2 places internat en places d'EAM sur le foyer de vie Roger Legrand

Ouverture du service Dispositif d'Accompagnement de Mineurs Isolés Etrangers

Placements CAT

Obtention d'un Plan Aide à l'Investissement pour l'ESAT Claude Martinière pour un montant de 600 000€

Poursuite des travaux de construction du DAME 29

Financement du « Ségur pour Tous » par l'ARS et absence de financement par les Conseils Départementaux

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

1.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

Les comptes annuels représentent l'activité de l'ensemble des établissements et services exercées sur les départements Côtes d'Armor, Finistère et Ille et Vilaine à savoir :

- le DAME du Valais, l'Esat Ateliers de la Baie, le SAVS22, le Foyer de vie Roger Legrand, le Foyer de Vie Avalenn l'EAM Roger Legrand, le DAMIE, pour l'APAJH Côtes d'Armor ;
- le DAME François Huon, l'Esat Claude Martinière, le SAVS29, le Foyer de vie Résidence Romain pour l'APAJH Finistère
- et le SAAD pour l'APAJH Ille et Vilaine.

L'objet social du groupement est l'accompagnement des personnes en situation de handicap conformément à la convention constitutive du Groupement social et médico-social. Les moyens mis en œuvre pour réaliser cet objet social sont des moyens humains à travers les établissements et service et le siège social ainsi que des moyens matériels financées par les autorités de tarification.

1.2.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce, du décret du 29 novembre 1983 et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des

méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le groupement a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement n°99-01.

Le groupement a également pris en considération les changements du règlement ANC n°2018-06 et 2019-04.

1.2.3 Changement de méthode comptable

Néant

2 Les comptes annuels et Informations relatives au bilan

2.1 Actif

2.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations et transferts	Diminutions et transferts	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	115 467	9 547	408	124 606
Immobilisations corporelles	17 957 179	3 183 932	684 256	20 456 855
Immobilisations financières	396 300	55 713	1 200	450 813
TOTAL	18 468 946	3 249 192	685 864	21 032 274

2.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice et transferts	Diminutions d'amortissements de l'exercice et transferts	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	87 512	13 830	617	100 725
Immobilisations corporelles	3 457 224	1 116 521	194 825	4 378 920
Immobilisations financières				
TOTAL	3 544 736	1 130 351	195 442	4 479 645

2.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.4.1 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	linéaire	de 10 à 40 ans
Installations techniques	linéaire	de 5 à 30 ans
Matériel et outillage industriels	linéaire	de 2 à 15 ans
Matériel de transport	linéaire	de 2 à 10 ans
Matériel de bureau	linéaire	de 3 à 10 ans
Mobilier de bureau	linéaire	de 2 à 10 ans

2.1.5 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Titres immobilisées de l'activité de portefeuille	
Autres titres immobilisés	23 348
Prêts	401 212
Autres immobilisations financières	26 253
Total	450 813

2.1.6 Stocks

Les stocks présentés sont intégralement sur l'ESAT Production Claude Martinière.

Les stocks valorisés au coût d'entrée et au coût de production :

- de matières premières représentent 20 574€
- de produits intermédiaires représentent 123 152€
- de produits finis représentent 16 034€.

2.1.7 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	401 212		401 212
Avance sur commandes		-	
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	814 006	814 006	
Autres	4 422 007	4 422 007	
Charges constatées d'avance	116 760	116 760	
TOTAL	5 753 985	5 352 773	401 212
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

2.2 Passif

2.2.1 Variation des Fonds propres

Libellé	A l'ouverture	Affectation de résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise	300		-		300
Fonds propre sans droit de reprise	900 689				900 689
Fonds associatifs avec droit de reprise					-
Fonds propre avec droit de reprise	4 161				4 161
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise					-
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	4 922 057		62 778	296 766	4 688 068
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	4 922 057				4 688 068
Report à nouveau	- 1 354 983		128 008	380 833	- 1 607 808
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>					
Excédent ou déficit de l'exercice	- 486 814	97 051	97 051	- 486 814	97 051
Situation nette	3 985 410	97 051	287 837	190 785	4 082 461
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 595 112		12 536	68 345	1 539 302
Subventions d'investissement					-
Provisions réglementées	708 667		136 100	68	844 700
TOTAL	6 289 189	97 051	436 472	259 198	6 466 464

2.2.2 Détermination du résultat effectif global de l'entité

Libellé	Exercice 2024	Exercice 2023
RESULTAT COMPTABLE	97 051	-486 814
Reprise du résultat antérieur		
Dépenses pour congés payés	7 176	19 707
Autres droits acquis par les salariés	26 277	-450
Provision retraite		
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	130 504	-467 557
Dont résultat effectif sous gestion propre	-129 257	-84 503
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	259 761	-383 054

2.2.3 Variations des fonds dédiés

Libellé	A l'ouverture	Nouveau	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursem		Montant global	Dont fonds dédiées
Fonds dédiés	3 940 589	666 672	174 830	-	-	4 432 431	3 042 390
DAME 22 - ADAP	126 715		9 685			117 031	
DAME 22 - Hangar horticol	94 976		14 276			80 700	80 700
DAME 29 - Construction	2 692 766					2 692 766	2 692 766
ESAT AS 29 - ADAP	176 945		14 714			162 232	
ESAT AS 29 - Construction		600 000					
ESAT AS 22 - Construction	510 078		31 933			478 146	
PAI numérique	69 426	25 672	41 306			53 792	53 792
ESAT AS 29 - PAI	210 000					210 000	210 000
ESAT AS 29 - Petits travaux	5 132					5 132	5 132
SIEGE - PAI Numérique 2ème phase	54 550	41 000	62 917			32 633	

2.2.4 Informations sur les subventions d'investissement

	Solde à l'ouverture de l'exercice		Variation de l'exercice		Provision à la fin de l'exercice	
	Montant global		Augmentation	Diminution	Montant Global	
Subventions d'investissement	Montant global				Montant Global	
TOTAL Montant nominal	2 273 472		12 536	5 000	2 281 007	
1310000 - AGEFIPH	9 400				9 400	
1311000 - Etat	1 012 295				1 012 295	
1312000 - Régions	235 714				235 714	
1313000 - Départements	5 000			5 000	-	
1314000 - Communes	381 599				381 599	
1317000 - Entreprises	1 967	7 569			9 536	
1318000 - Autres	222 200	2 942			225 142	
1318100 - Taxe d'apprentissage	405 297	2 024			407 321	
TOTAL Quotes parts virées au résultat	- 678 359	5 000	68 345	-	741 704	
1391100 - Etat	- 171 688			21 242	- 192 930	
1391200 - Régions	- 6 281			17 617	- 23 897	
1391300 - Départements	- 5 000	5 000			0	
1391400 - Communes	- 713			160	- 873	
1391700 - Entreprises	- 698			879	- 1 577	
1391800 - Autres	- 44 157			7 035	- 51 192	
1391880 - AGEFIPH	-				-	
1398000 - CCAH	- 76 951			9 280	- 86 231	
1391810 - Taxe d'apprentissage	- 372 872			12 132	- 385 004	

2.2.5 Informations sur les provisions pour risques et charges

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	150 930	270 383	150 930	270 383
Provisions pour charges	1 316 112	40 038	69 892	1 286 258
Autres provisions	179 140		90 000,00	89 140
TOTAL	1 646 182	310 421	310 822	1 645 780

Les provisions pour risques correspondent à une provision CRETON. La provision pour CRETON est l'élément principal sur cette ligne pour un montant de 270 383€ en fin d'exercice.

Les provisions pour charges sont les provisions retraite évaluées conformément aux règles en vigueur :

- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Evolution annuelle des salaires : 0%
- Taux de charges patronales : 50.81%
- Taux monétaire : 3.42%
- Table de mortalité : INSEE 2021

2.2.6 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	11 822 692	531 959	2 167 074	9 123 659
Emprunts et dettes financières divers	2 950 373			
Avances et acomptes reçus				
Redevables créditeurs				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	322 706	322 706		
Dettes fiscales et sociales	1 879 131	1 879 131		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-			
Autres dettes	74 884	74 884		
Produits constatés d'avance	368 808	368 808		
TOTAL	17 418 594	3 177 488	2 167 074	9 123 659
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	508 948			

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Information sur les ressources de l'exercice

	Valeur
Prestations de services	2 054 467
Concours publics	21 266 404
Reprise sur prov et créances	502 544
Aides aux postes	1 936 285
Dons	16 884
Autres produits exploitation	1 496 051
TOTAL	27 272 635

Le chiffre d'affaires du groupement correspond aux prestations de services des Esat Production des départements Côtes d'Armor et Finistère

Les produits de tarification sont issus des financements des conseils départementaux (Côtes d'Armor et Finistère) et de l'Agence Régionale de santé.

Les aides aux postes sont les aides perçues pour la rémunération des travailleurs handicapés.

3.2 Méthodes retenues pour la comptabilisation des cotisations

Nous ne percevons pas de cotisations annuelles d'adhérents.

3.3 Informations relatives aux contributions volontaires en nature.

Le groupement a fait le choix de valoriser le nombre d'heures de bénévolat des administrateurs. Cette information a pour finalité de rendre compte de l'intégralité des ressources de l'association.

Nombre d'heures de bénévolat pour l'année civile : 1 662.50 heures

Valorisation au SMIC horaire : 1 662.50 heures x 11.88€ = 19 751€

4 Autres informations

VISÉ PAR LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

4.1 Informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes

En application de l'article 833-14-4 du règlement comptable ANC n° 2014-03, le montant des honoraires du commissaire aux comptes (Cabinet COHESIO) s'est élevé à 13 200€

4.2 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 238 775€ en 2024.

4.3 Informations relatives aux opérations non inscrites au bilan

Etablissement concerné	Montant de l'emprunt initial	Nature de la garantie
Foyer de vie Avalenn	4 200 000	Caution à hauteur de 68% par le CD22 Caution à hauteur de 5% par la commune de PLOUNEVEZ-MOEDEC
IME du Valais	1 100 000	Caution à hauteur de 50% par le CD22 Caution à hauteur de 50% par la commune de St-Brieuc
ESAT 29	864 000	Caution à hauteur de 50% par la commune de SCAER
ESAT 22	1 413 000	Caution à hauteur de 50% par la commune d'HILLION
DAME François Huon	3 272 000	Caution à hauteur de 50% par la commune de QUIMPERLE
DAME François Huon	1 761 000	Caution à hauteur de 50% par la commune de QUIMPERLE
IME du Valais	1 166 189	Caution Ville de Saint Brieuc pour 50%, Conseil départemental 50%

4.4 Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
CDI	287	4
CDD	25	
TOTAL	312	4